



Fédération du Finistère du Parti Socialiste - Été 2018

Cahier de Vacances

Sommaire

Page 1 : C'est les vacances

Pages 2-5 : Paroles militantes : "Parcoursup, la réforme de l'accès à l'université" par Terry Guiziou

Page 6 : La ruche socialiste, 1,2,3 Butinez !

Page 7 : Pole Société du 21ème siècle—les adhérents ont la parole

Pages 8-9 : Paroles militantes : "Contre le populisme, il nous faut défendre une Europe populaire" par Arnaud Platel et Josselin Chesnel

Page 10 : La fête de la gauche, une rentrée fédérale à ne pas manquer

Page 11 : Jeux

Page 12 : Campagne nationale



C'est les vacances !

Cher.e.s camarades,

Voici que commence la période estivale ensoleillée et pour nombre d'entre vous elle s'accompagne d'un repos bien mérité. Via ce cahier de vacances, nous vous communiquons quelques éléments pour accompagner, si vous le souhaitez, votre été. Déjà plusieurs mois que les congrès d'Aubervilliers et Saint-Martin-des-Champs se sont déroulés et ont vu les instances nationales, fédérales et locales se renouveler sous le signe de la renaissance. Notre parti a connu une période difficile et, l'année passée, à la même période le doute sur l'avenir émergeait avec un horizon de plus en plus sombre. 1 an après, nous pouvons être fiers de l'action que nous avons entreprise depuis plusieurs mois pour redonner de la hauteur au Parti Socialiste, de la crédibilité et de la légitimité dans l'opposition au gouvernement.

Nous savons pouvoir compter sur vous, adhérentes et adhérents de la fédération du Finistère pour reconstruire le parti, débattre, construire et proposer le projet politique de demain.

Comme l'exprimait récemment notre 1er secrétaire national, Olivier Faure, après la phase d'installation post-congrès, nous de-

vons lancer la phase d'accélération durant laquelle nous allons construire, échanger, proposer des idées afin d'aboutir aux phases de concrétisation durant les futures périodes électorales.

Dans ce cahier de vacances vous trouverez alors de quoi agrémenter votre repos estival : des paroles militantes rédigées par des militants finistériens sur l'Europe et sur Parcoursup, un rappel du fonctionnement de la nouvelle plateforme collaborative des socialistes : la Ruche socialiste, le questionnaire fédéral sur les thèmes qui vous intéressent le plus, quelques éléments de programme de notre événement fort de la rentrée : la Fête de la Gauche durant laquelle, nous l'espérons vivement, nous pourrions retrouver entre socialistes mais aussi avec l'ensemble des hommes et des femmes de gauche.

A toutes et à tous, nous vous souhaitons d'excellentes vacances pour ceux qui en prennent et du courage pour tous les autres.

Rendez-vous à la rentrée, le 8 Septembre pour fêter la gauche en Finistère !

L'équipe fédérale

Paroles militantes

Parcoursup, la réforme de l'accès à l'université



Par **Terry Guiziou**
adhérent de la section Brest Rive droite

La nouvelle plateforme Parcoursup, sur laquelle les futurs bacheliers doivent saisir leurs vœux d'orientation dans l'enseignement supérieur, vient remplacer le logiciel Admission Post-Bac (APB). La procédure est chamboulée : 10 vœux seulement (24 auparavant), rédaction pour chaque vœu d'un "projet de formation", puis examen par les responsables de formation de chaque candidature au regard des "attendus" qu'ils ont formulés. Près de quinze jours après la délivrance des premiers résultats et à deux semaines du baccalauréat, un tiers des candidats n'ont toujours pas d'affectation pour la rentrée prochaine.

Fonctionnement théorique

Pour les premiers cycles universitaires « à capacités d'accueil limitées », le nouveau mode de régulation des flux d'entrée est sélectif puisqu'il s'agit bel et bien de ne retenir qu'une partie des candidats, en établissant pour chaque formation universitaire des « attendus ». Ces attendus se présentent sous forme de listes de connaissances et compétences requises pour avoir de réelles chances de réussir dans la filière concernée. Les professeurs bénévoles se sont vus confier le soin de choisir parmi les candidats ceux auxquels ils ouvriront leurs portes. Cela s'est fait par le biais des « fiches avenir » et des dossiers que chaque candidat a dû fournir par voie électronique. Ces dossiers comprennent les notes obtenues en première et terminale, l'appréciation du conseil de classe au regard de chaque candidature, ainsi qu'une lettre de motivation.

Pour les premiers cycles universitaires « non sélectives et à capacités d'accueil non limitées », il est également demandé que des « attendus » soient énoncés. Sur cette base, les responsables de ces premiers cycles ont pu exprimer des réserves sur telle ou telle candidature et recommander un autre choix d'études supérieures, leur semblant plus adapté au profil des étudiants. Toutefois, à la différence du cas précédent, les candidats conservent le droit de passer outre ce jugement et de s'inscrire malgré tout dans la filière demandée. Mais dans ce cas, ils ont reçu une réponse « oui si ». Il leur est alors imposé un dispositif de « remise à niveau » : année préparatoire ou première année étalée sur deux ans (donc licence en quatre années), stage pour se préparer à la rentrée à suivre obligatoirement durant les vacances d'été, modules de formation complémentaire durant la première année de licence, cycle de formation complémentaire à distance... Il revient à chaque université de créer le ou les dispositifs ad hoc.

Le système Parcoursup est-il meilleur que le système APB ?

Le « scandale » du tirage au sort dans le système APB a largement servi de fondement et de justification à la mise en place du dispositif Parcoursup. Il faut d'emblée souligner la part d'instrumentalisation de cet argument, dès lors que le tirage au sort, aussi problématique et injustifiable qu'il soit, n'a concerné que 0,4% des affectations dans l'enseignement supérieur en 2017. De plus, APB ne posait aucun problème dans de nombreuses universités de « province ». Cette loi est totalement disproportionnée par rapport à un problème bien localisé sur certaines filières (comme la filière des STAPS par exemple).

Parcoursup ne corrige pas l'injustice du tirage au sort

Dans des filières fréquemment confrontées à la nécessité de retenir environ 10% des candidatures, le « classement » qu'il est demandé aux universités de réaliser aboutit à tout mettre en chiffres afin d'intégrer les appréciations qualitatives dans les algorithmes de classement : tel type d'appréciation « vaut » un 15/20, tel autre un 10/20... ; telle filière va privilégier les notes dites « littéraires », telle autre les notes dites « scientifiques ». Mais cette mise en chiffres, sur de tels volumes (800 000 étudiants), ne suffit pas : il faut encore départager les très nombreux ex aequo puisque Parcoursup est conçu de telle façon qu'on ne peut pas introduire des ex aequo. Pour aboutir à un classement opératoire, il est nécessaire de descendre jusqu'au troisième chiffre après la virgule ! Si la seule différence entre un étudiant admis et un étudiant recalé tient à un millième de point sur une « moyenne » (ex : 15,495 contre 15,493), n'aboutit-on pas à un système aussi injuste et plus trompeur que le tirage au sort ?

Parcoursup, une sélection qui ne dit pas son nom

Un certain nombre d'établissements mettent en place des attendus locaux, et pas seulement dans les disciplines en tension, pour sélectionner et choisir les étudiants. Cette sélection est permise du fait de la grande opacité des critères utilisés par les universités pour trier les candidats. En effet, elles ne sont pas obligées de communiquer leurs critères de tri. Elles pondèrent donc les informations fournies en fonction de coefficients librement choisis pour aboutir à un total de points qui permet de classer les candidats.

Résultat : pour un même premier cycle universitaire, on peut observer des « attendus » exagérément différents d'une université à une autre. Certaines PACES (première année du premier cycle des études de santé), par exemple, exigent la possession du brevet de secourisme, d'autres pas. Pour les licences scientifiques, il est parfois exigé de préparer un bac S, mais ce n'est pas systématique. Certaines licences de droit affichent des « attendus » très dissuasifs pour les bacheliers technologiques et professionnels, quand d'autres ne font pas de ce point un critère de sélection...

Même pour les filières qui ne sont pas sous tension, les universités ne retiennent que certains éléments considérés comme étant les plus significatifs : série du baccalauréat, notes, réputation du lycée d'origine... Le comportement des élèves fait également l'objet de point bonus. Pour départager des élèves qui ont des notes similaires, le risque est que les universités n'attribuent pas de points bonus pour les redoublants. Cette pratique est possible puisque les redoublants sont marqués par une lettre. Dans le même temps, les candidats qui n'ont obtenu que des refus via la première session perdent la possibilité de choisir leur filière eux-mêmes. A date, 29 000 élèves ont été refusés partout...

Un risque de discrimination des lycéens de banlieue

Des syndicats d'enseignants en zones d'éducation prioritaires dénoncent le fait que leurs élèves obtiennent moins souvent de réponses favorables en comparaison à la moyenne nationale. Pour appuyer leur propos, ils ont listé les lycées et classes de banlieue où



l'on constate une réelle différence entre ces dernières et les classes parisiennes. Même son de cloche pour Stéphane Troussel, président (PS) du conseil départemental de Seine-Saint-Denis, qui s'inquiète des réponses négatives ou des réponses d'attentes très nombreuses dans son département. Pour Julie Le Mazier, membre de Sud Education et professeure dans le Val d'Oise, « les bons élèves des classes des quartiers défavorisés n'ont pas de résultat, cela montre bien qu'il y a une discrimination soit par origine de ville, soit par lycée d'origine. » Le ministère de l'enseignement supérieur dément toute discrimination, mais refuse de communiquer les chiffres par territoire, qui permettraient d'en avoir le cœur net...

Une concurrence généralisée

La réforme de l'accès à l'université entraîne une concurrence généralisée entre les élèves d'abord, entre les universités ensuite. En effet, à supposer même que les bacheliers aient tous une place, ils n'auront de place que là où quelqu'un aura décidé qu'ils pourraient être admis. Sans compter que Parcoursup a été pensé en maintenant la dualité de formations démocratiques et ouvertes à tous (principalement les universités) contre grandes écoles qui sélectionnent de longue date. C'est donc sur l'université essentiellement que pèse l'accroissement de la démographie étudiante.

Conséquence inéluctable du classement des élèves par Parcoursup, le dispositif conduit à un classement des universités et des filières au sein de ces universités dès la 1^{ère} année. Certes, les hiérarchies des filières existent déjà mais elles prennent le plus souvent place en 4^{ème} et 5^{ème} années, après que l'étudiant a pu faire ses preuves dans une discipline nouvelle et qu'il a pu mûrir un projet d'avenir. Dans les prochaines années, on va donc assister à un jeu de concurrence entre les établissements. Des stratégies de différenciation se mettent déjà en œuvre grâce à Parcoursup, ce qui aboutit à terme à l'instauration d'universités dont la réputation est bonne, composées de bons élèves, et d'universités à la réputation moins bonne, accueillant des élèves moins bons. On assiste alors à la transposition dans l'enseignement supérieur des travers de la concurrence entre lycées que l'on voit dans de nombreuses régions.





Les moyens supplémentaires pour mettre en œuvre cette réforme sont très insuffisants

Le gouvernement défend sa loi en invoquant une politique d'orientation destinée à pallier les échecs en premier cycle, notamment par des enseignements de remise à niveau que chaque université devra concevoir et proposer aux étudiants ayant reçu un « oui si ». Malheureusement, le gouvernement donne des moyens très insuffisants pour mettre en place les cours de mise à niveau, dont il annonce unilatéralement la mise en place.

Le gouvernement a annoncé une rallonge de 33 millions d'euros pour la création de places supplémentaires pour 2018 et 2019 et précisé que « 19 000 places auront ainsi été identifiées et financées pour accueillir davantage d'étudiants dans les formations du premier cycle à la rentrée », sans préciser si ce financement sera pérenne. Pour comprendre ce chiffre, il faut faire un calcul : 33 millions d'euros, à 11 000 euros l'année universitaire, cela fait environ 3000 places réellement financées, soit 15% des 19 000 places annoncées. Les universités n'auront pas les moyens de mettre en place tous les dispositifs de remise à niveau qu'il conviendrait de créer, notamment la création d'une « année préparatoire » ou d'une « première année de licence étalée sur deux ans » qui coûtent très cher.

Parcoursup, avant tout une question budgétaire

Le système APB a révélé l'impossibilité d'accueillir tous les étudiants, faute de place et de moyens. En 2017, le ministère a reconnu que 87 000 demandes d'inscription n'étaient pas satisfaites, soit plus du quart total des nouveaux entrants à l'université en 2016.

Cette réforme est avant tout une affaire budgétaire : l'histoire des capacités d'accueil de l'université, présentées comme l'argument imparable pour faire le tri, est simplement un argument bureaucratique pour limiter les dépenses. En effet, l'année 2018-2019 correspond au baby-boom de l'an 2000 et se traduit par un pic démographique prévisible depuis longtemps, tout en sachant que l'accroissement de la démographie étudiante est essentiellement supporté par les universités.

Cette explosion démographique va se tasser. Le gouvernement le sait

et préfère attendre que l'effet du baby-boom s'atténue plutôt que de mettre les moyens nécessaires pour former tous les étudiants. Par ce calcul purement budgétaire, l'Etat sacrifie une génération d'étudiants.

Un peu de philosophie politique : quel est le meilleur système d'enseignement supérieur ?

Parcoursup pose une vraie question quant à savoir si le baccalauréat reste le seul critère pour accéder à l'enseignement supérieur. N'est-ce pas l'essentiel ? Certains élèves, pas épanouis au lycée, se réalisent en venant à l'université quand d'autres, très bons élèves dans le secondaire, se retrouvent en difficulté car ils ne savent pas travailler de manière autonome.

Partant de ce constat, serait-il vain d'accueillir davantage d'étudiants à l'université dès lors qu'ils n'ont pas le niveau ? La finalité des universités n'est-elle pas d'éduquer et de former ? D'élever le niveau de ceux qui ne l'ont pas (encore) ? Ou s'agit-il seulement de dispenser des cours à ceux qui n'ont aucun problème et qui ont la chance d'avoir le niveau ? Qui prétendrait, à notre époque, avoir trouvé son chemin à 17 ans comme l'impose Parcoursup ? Faut-il rappeler que le droit, la psychologie, la sociologie... sont des matières qui ne sont pas ou peu enseignées au lycée ?

L'université est un formidable révélateur de talents, un lieu où s'expérimente l'autonomie, où se développe l'esprit critique. Bon nombre d'étudiants qui ont fait des études brillantes à l'université n'étaient pas des élèves remarquables dans le secondaire et n'ont pas obtenu une bonne mention au baccalauréat. Auraient-ils été retenus si la sélection s'était appliquée alors ? Si la situation avait été différente il y a quelques années, bon nombre des personnes qui mettent en place aujourd'hui des attendus locaux n'auraient pas pu accéder à l'université...

Aujourd'hui, le baccalauréat conserve encore sa vertu d'offrir à celles et ceux qui l'ont décroché d'être « blanchis » de leur scolarité antérieure et d'arriver les compteurs à zéro, pour un nouvel enseignement, sans qu'il y ait de hiérarchies trop marquées entre les facultés. Demain, si Parcoursup n'est pas abandonné, elles participeront pleinement aux inégalités entre jeunes, et le droit à une seconde chance, après le bac, deviendra de plus en plus illusoire.



En résumé :

Alors qu'APB visait d'abord à satisfaire les vœux des candidats avec le baccalauréat pour seul critère, Parcoursup vise en premier lieu à permettre aux formations de choisir leurs étudiants en fonction de critères secrètement choisis. Ce nouveau pouvoir met de fait les formations en concurrence pour obtenir les meilleurs candidats. Ces meilleurs candidats conduisent mécaniquement à une meilleure attractivité de la formation, qui elle-même conduit à une concurrence accrue entre les candidats pour obtenir ladite formation...

De plus, le gouvernement forge un dispositif appuyé sur une rhétorique de la «responsabilisation» qui voudrait que chaque élève de 17 ans soit en mesure d'avoir un projet professionnel ainsi qu'une idée claire du type d'orientation académique qui y correspond, tout en interdisant, via Parcoursup, auxdits élèves de hiérarchiser leurs vœux.

Historiquement, chaque société a besoin d'un grand récit pour justifier ses inégalités. Dans les sociétés contemporaines, il s'agit du récit méritocratique (nous le constatons depuis un an avec les propos tenus par E. Macron) : l'inégalité moderne est juste, car elle découle d'un processus librement choisi où chacun a les mêmes chances. Le problème est qu'il existe un gouffre béant entre les proclamations méritocratiques officielles et la réalité, à l'heure où l'héritage familial joue un rôle considérable sur l'accroissement des inégalités sociales.

Pour contrer le risque évident de dérive inégalitaire et d'hyper-stratification universitaire d'un tel système, il faut d'abord que les moyens investis permettent à chaque bachelier d'avoir accès à une formation de qualité. Le système universitaire mérite bien mieux qu'un fonctionnement où chaque étudiant est avant tout vu comme un coût avant d'être une valeur. Le gouvernement Philippe, sous l'impulsion du président Macron, aurait dû, plutôt que de se consacrer à la baisse des impôts des plus aisés, investir pour les étudiants d'aujourd'hui et de demain. Les 5 milliards d'euros de cadeaux aux plus riches auraient permis d'augmenter de 40 % l'investissement public et éviter ainsi que la génération accédant à l'université via Parcoursup soit une génération sacrifiée.

Augmenter le budget de l'éducation supérieure est d'autant plus urgent que le système français se

caractérise par un dualisme particulièrement extrême et hypocrite : d'un côté, des filières sélectives richement dotées (classes préparatoires et grandes écoles), et de l'autre, des universités laissées à l'abandon, et dans lesquelles il faudrait investir massivement.

Aujourd'hui, l'université, en dépit de sa sous-dotation et d'un taux d'échec important à la fin de la première année que seule une authentique politique d'orientation post bac pourrait atténuer, permet à certaines et certains de découvrir, après une scolarité parfois chaotique ou tout simplement moyenne, une vocation, un intérêt, dans un établissement qui délivre un diplôme équivalent à n'importe quel autre établissement. Naturellement, la sélection à l'université existe (classements selon les résultats, redoublements) mais elle n'est pas subie par des jeunes à peine majeurs qui n'ont parfois aucune idée de la formation qu'ils demandent.

En résumé, le baccalauréat n'est plus le passeport pour l'enseignement supérieur. Avec Parcoursup, il y a l'abandon de l'ambition républicaine d'une université pour tous. La priorité n'est plus donnée à la démocratisation de l'enseignement supérieur. Parcoursup, loin de réduire les inégalités sociales, les renforce en opérant une rupture dans l'égalité républicaine entre les candidats à l'enseignement supérieur.

Alice et Bob sont dans Parcoursup...

Référence : Blog de Julien Gossa, maître de conférences à l'université de Strasbourg

- Alice souhaite avant tout faire STAPS, mais elle postule également en psycho
- Bob souhaite avant tout faire psycho, mais postule également en STAPS.

Les équipes pédagogiques de STAPS et psycho doivent départager Alice et Bob, classer leurs candidatures, ce qui n'est pas facile, voire assez hasardeux. Pas de chance :

- Alice est classée devant Bob en psycho ;
- Bob est classé devant Alice en STAPS.

Alice reçoit alors un "oui" en psycho, mais un "en attente" en STAPS. Bob reçoit donc un "oui" en STAPS, mais un "en attente" en psycho.

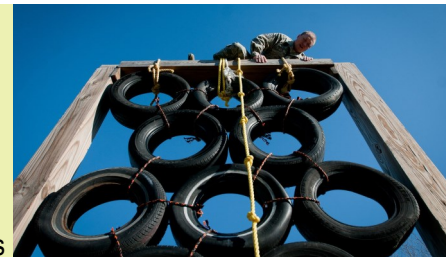
Malheureusement, Alice ne peut renoncer à sa place en psycho pour la laisser à Bob... Et Bob ne peut pas non plus renoncer à sa place en STAPS pour la laisser à Alice. En conséquence, Alice et Bob resteront "en attente" sur leur vœu principal, tout en occupant chacun la place que souhaite l'autre. Chacun sera admis à l'université, mais pas dans la filière de son choix.

Alice, Bob et les autres...

Cette déception d'Alice et Bob est bien difficile à justifier : APB affectait parfaitement Alice et Bob dans la filière de leur choix, en plein respect des classements des équipes pédagogiques. Lorsqu'on connaît l'importance de la motivation dans la réussite des étudiants, on mesure le danger de ce nouveau fonctionnement.

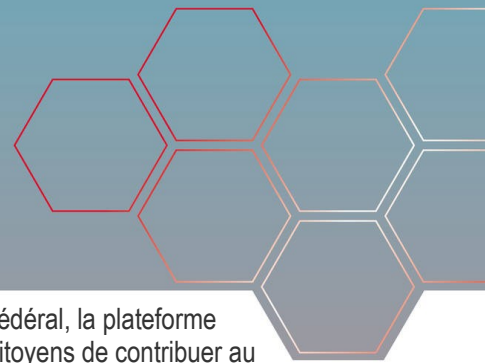
On pourrait penser la situation d'Alice et Bob un peu artificielle, tout au plus marginale... Mais lorsqu'on sait que deux tiers des bacheliers ont au mieux une mention assez bien et seront en ballottage, leur classement dépendant de l'étude subjective de leur dossier... Lorsqu'on sait que 20% de l'augmentation des bacheliers s'est concentrée sur STAPS l'an dernier... Lorsqu'on sait que le problème s'étend à de nombreux candidats : Alice "en attente" de la place de Bob, lui-même en attente de la place de Carole, qui est "en attente" de la place d'Alice... sans qu'aucun d'eux ne puisse débloquent la situation... et avec pour seule limite le nombre de filières... Lorsqu'on sait que ce problème s'applique aussi aux affectations géographiques dans les vœux multiples... On réalise qu'en réalité seuls les meilleurs candidats sont à l'abri.

Conséquence ironique de la Loi relative à l'*Orientation* et la *Réussite des étudiants*, la qualité de l'*orientation* va forcément s'affaïsser, conduire à une baisse de la satisfaction des bacheliers, et donc de leur motivation, et par conséquence de la *réussite des étudiants*.



La Ruche Socialiste

1,2,3 Butinez !



Présentée dans le Cap Finistère et lors du dernier conseil fédéral, la plateforme collaborative qui permet aux adhérents, sympathisants et citoyens de contribuer au projet des socialistes s'appelle La Ruche Socialiste.

Cette plateforme numérique, accessible sur internet via laruchesocialiste.fr s'inscrit dans la renaissance du Parti Socialiste qui se décline aussi dans la renaissance des idées. Avec les chantiers de la renaissance, le PS se remet au travail et entend prendre à bras le corps les enjeux du monde d'aujourd'hui et de demain.

Le Parti Socialiste sera la seule formation politique à non seulement proposer aux citoyens de contribuer à la construction de son projet mais aussi à leur donner la possibilité de choisir, de voter.

Chaque chantier sera animé par une équipe paritaire, issue ou pas du PS, en laissant une large place à la société civile et aux acteurs de terrain. Nous voulons construire ensemble en donnant la main à celles et ceux qui pensent et construisent les alternatives.

Chaque chantier sera une rencontre, avec les citoyens, avec le mouvement social et les forces vives de notre pays. Laruchesocialiste.fr, notre plateforme collaborative, sera le point de convergence des idées, des débats, des contributions.

Au cours des prochains mois de nombreux chantiers seront lancés autour de quatre grands axes d'animation de nos réflexions qui partent de ce qu'est la vie d'un citoyen aujourd'hui : grandir sereinement, vivre et travailler décemment, vieillir sereinement, s'engager résolument face aux transformations de notre monde.

Complémentaire aux débats en section, cette plateforme est le lieu de partage, de débat, de diffusion des idées de gauche pour le projet socialiste. Des actions peuvent être entreprises autour de cette plateforme : alimentation de la ruche à l'issue d'un débat en section, séances de vote pour les propositions présentes et débat autour de ces dernières, ... Cet outil ne remplace aucune réunion ou aucun moment d'échange, il vient simplement alimenter la boîte à outils des militants de gauche.

Le débat d'idées ayant parfois disparu au sein de notre parti. Il est, via cette plateforme, pleinement relancé. Saisissons-nous de la ruche socialiste pour exprimer nos idées, co-construire des propositions qui feront les orientations et le projet socialiste de demain.

A l'issue des phases de recueil des propositions, un texte à options sera proposé au vote. Les éléments ayant fait débat verront alors des options dans le texte d'orientation final soumises au vote des participants. Finies les remontées d'idées sans transparence. Ici chaque proposition est visible de toutes et tous et permet, via le débat, de peser dans le texte final.

N'attendez plus, butinez sur laruchesocialiste.fr !



**UNE RUCHE
QUI GROSSIT**

+1700 INTERACTIONS

sur la plateforme (propositions, arguments, votes)

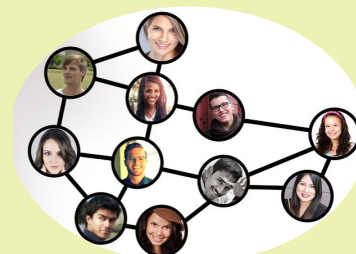
+400 CONTRIBUTIONS

Situation au 24 Juin



Une première consultation sur laruchesocialiste.fr « La Gauche pour faire vivre l'Europe »

La première consultation proposée sur la plateforme de la ruche concerne l'Europe. En effet, à moins d'1 an des élections européennes de 2019, le Parti Socialiste doit construire, avec ses adhérents et avec les hommes et femmes de gauche, son projet pour ces élections. 3 axes principaux ont été préalablement définis : L'Europe par les européens, l'Europe pour les européens, Une Europe forte, puissante, indépendante. Déposez dès à présent et jusqu'au 7 Septembre prochain vos contributions !



Pôle société du 21ème siècle

Les adhérents ont la parole

« Et vous, adhérents socialistes du Finistère, quels sont les sujets qui vous paraissent essentiels ? » Voilà en substance la question que Rachel Nicolas et Catherine Huon posent dans un questionnaire qui vous a été adressé avant l'été.

« Chaque jour, notre ciment et notre patrimoine social font l'objet d'attaques et de remises en question. Nous souhaitons nous engager dans une véritable démarche de réflexion collective et d'échanges sur les sujets majeurs qui feront notre société du XXIe siècle », expliquent les deux secrétaires fédérales.

Une liste de thèmes est proposée aux adhérents. Faut-il engager la réflexion sur les questions éthiques comme la gestation pour autrui (GPA), la procréation médicalement assistée (PMA) ou tout ce qui attire à la fin de vie ?

Ou faut-il plutôt mettre la priorité sur la cohésion territoriale et l'avenir de nos territoires ? Derrière ces enjeux apparaissent des questions comme les modes de transport de l'avenir, la qualité et le prix des logements ou l'accompagnement des quartiers populaires !

On peut aussi imaginer que les adhérents du Finistère souhaitent approfondir leur réflexion autour des questions liées aux nouvelles formes du travail avec tout ce que cela implique en matière de retraites, de protection sociale, de revenu universel mais aussi de stratégies industrielles.

Le choix des thèmes et du calendrier se fera donc en fonction des réponses des adhérents mais aussi en fonction de l'agenda de La Ruche Socialiste qui a d'ores et déjà prévu de proposer des ateliers sur la plupart de ces enjeux. L'ambition de la Fédération du Finistère est bien d'être complémentaire et non concurrente.



Rachel Nicolas et Catherine Huon

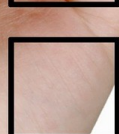
Secrétaires fédérales au Pôle de la société du 21ème siècle

Des connaissances particulières ?

Dans le questionnaire proposé, il est également prévu de recueillir les différentes connaissances particulières que tu pourrais avoir, que se soit lié à une formation, à ton expérience professionnelle, syndicale ou associative ou encore en lien avec l'une de tes passions. Si tu souhaites les partager aux camarades de la fédération, n'hésite pas à remplir le questionnaire.

Numérique ou papier ?

Le questionnaire a été adressé suivant 2 modes : en version papier pour les camarades n'ayant pas d'accès à internet et en version numérique par mail (le 29 Juin dernier). Si par malheur tu ne retrouves pas le questionnaire, n'hésite pas à revenir vers Rachel et Catherine ou à consulter le site ps29.bzh sur lequel le questionnaire est présent.



Ce questionnaire donne aussi la possibilité à des adhérents qui disposent d'une expertise sur un des sujets de se faire connaître et de pouvoir ainsi être sollicités pour participer à des travaux.

Mis en ligne, ce questionnaire a aussi été envoyé en version papier aux adhérents qui ne disposent pas d'adresse mail afin que chacun puisse participer à la réflexion.

À l'issue de cette consultation, les secrétaires fédérales organiseront des débats en invitant les adhérents qui se seront faits connaître ou des experts (syndicalistes, universitaires, élu.es...).

Alors à vos crayons et à vos claviers !

Paroles militantes

Contre le populisme, il nous faut défendre une Europe populaire



Par **Arnaud Platel**
Secrétaire fédéral au Projet et au Breis
Et **Josselin Chesnel**
Secrétaire fédéral à l'Europe et l'Internationale Socialiste

Saviez-vous que l'Europe tient son nom d'un mythe ? Celui d'une princesse phénicienne dénommée Europe enlevée par le dieu Jupiter transformé en taureau pour mieux tromper sa vigilance. L'Histoire est parfois ironique. Car Jupiter existe toujours – du moins en France – et il tente, camouflé en défenseur acharné des idéaux prônés par ses pères fondateurs, de ravir l'Europe de son socle social pour n'en faire définitivement qu'un vaste ensemble économique libéralisé et bureaucratique.

Une telle comparaison pourrait prêter à sourire. Elle ne le peut durablement quand cette même base sociale en danger est celle qui a permis à l'Europe de se reconstruire après deux conflits meurtriers et qui permet aujourd'hui à ses habitants d'imaginer – encore – un

destin commun face aux multiples dangers qui menacent l'ordre mondial.

L'élection de Donald Trump aux États-Unis et sa tentative d'instaurer une guerre commerciale avec les pays du Vieux Continent, la montée en puissance de la Chine et sa volonté de concurrencer à bas prix les industries européennes dont certaines sont déjà déclinantes, l'ingérence de la Russie dans les processus électoraux des États membres pour y asseoir son influence géopolitique, le vote en faveur du « Brexit » en Grande-Bretagne afin d'échapper au supposé « diktat » de Bruxelles en matière économique et surtout migratoire. Ces tendances sont tout autant d'alertes qui nous obligent à raviver le sentiment européen. Ce sentiment fondé à l'origine sur la nécessité de paix, après que des États voisins se sont déchirés, mais qui doit aujourd'hui se refonder autour de l'exigence de puissance pour peser sur la scène internationale.

Mais pour qu'il y ait puissance, encore faut-il qu'il y ait légitimité.

Or, cette dernière s'érode au gré des échéances électorales quand l'augmentation de l'abstention aux élections européennes accompagne l'essor des forces populistes anti-européennes partout sur le continent. Du sentiment de ne rien avoir de semblable de Rome à Bucarest à l'impression d'habiter une zone géographique ultra-libérale vidée de ses valeurs fondatrices, l'Européen se réfugie dans le repli national tenté qu'il est d'y retrouver des repères. Ces

repères qu'il estime perdus par la confusion des frontières et la libre circulation des hommes, des biens et des capitaux.

Mais, doit-on lui jeter la pierre ? Non, tant il faut d'abord comprendre ce qui engage l'Europe sur cette pente faiblissante. Parmi tant d'autres facteurs qui l'expliquent, il en est deux qui paraissent à première vue contradictoires. Le premier réside dans l'incapacité des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne à rétablir un grand récit fédérateur. Celui qui a présidé à la création de la Communauté européenne et qui s'est depuis dilué dans des promesses sectorielles et bureaucratiques qui sont tout autant de divisions dans un continent qui ne peut se le permettre tant son unité relève dès l'origine du « miracle ». Car seul ce type de discours, de celui qui trace un trait entre les principes fondateurs, les réponses à apporter aux soubresauts de l'actualité et la vision unificatrice qui doit faire s'entendre tous les particularismes autour d'un projet commun, pourra réanimer le besoin d'Europe et expliquer ce en quoi celle-ci est encore utile. Perspective qui doit asseoir l'intérêt qu'a le Breton de dégager un horizon unificateur aux côtés de l'habitant de la Prahova roumaine, du Bade-Wurtemberg allemand ou de la Sicile italienne. Intérêt qui l'était hier, quand il s'agissait de s'entendre pour éteindre les cendres de meurtres fratricides encore brûlantes, mais qui n'est plus si évident aujourd'hui alors que les nouvelles générations ont la paix pour acquis social.

C'est là qu'intervient le second facteur de désamour. Celui qui vise une Union européenne qui dispute à l'anéan-





tissement d'un grand récit fédérateur, et donc transnational, l'impossibilité d'expliquer son utilité concrète au plus près de ses territoires. C'est ici surtout affaire de pédagogie car sait-on par exemple qu'il est prévu qu'entre 2014 et 2020, près de 1 milliard d'euros de fonds européens sont investis en Bretagne pour soutenir le développement économique et l'attractivité des territoires ? Que, doté d'une enveloppe de 307 millions d'euros gérés par la Région Bretagne, le fonds européen de développement régional (FEDER) intervient notamment dans les domaines de la recherche et de l'innovation et accompagne la transition énergétique et écologique ? Qu'abondé de 368 millions d'euros gérés également par la Région, le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) finance des projets locaux liés aux mutations de l'espace rural et de l'agriculture ? Qu'enfin le fonds social européen (FSE), qui s'élève en Bretagne à hauteur de 184 millions d'euros, contribue à l'accompagnement de chacun dans l'emploi ? À titre d'exemple pour la période 2014-2020, le conseil départemental du Finistère est en charge d'une subvention globale FSE de 13,21 millions d'euros, montant symbolisant déjà l'efficacité possible d'un plein engagement. Pédagogie qui explique certainement que 81 % des Bretonnes et des Bretons jugent l'appartenance à l'Union européenne comme « une bonne chose », selon une étude réalisée en décembre 2017 pour le compte de la Région Bretagne.

Élaboration d'un récit unificateur donc, fondé sur l'intérêt que chaque Européen a à défendre une voix forte et unique pour faire des valeurs et de la bonne santé économique de l'Union européenne les armes de sa puissance retrouvée sur la scène internationale. Mais pédagogie surtout, pour légitimer cet horizon qui, sans aspect concret, c'est-à-dire vécu au sein de ses territoires, n'aurait qu'un caractère abstrait pour ne pas dire « hors-sol », renforçant à l'inverse le repli national.

Il nous faut désormais trouver l'acte fondateur liant ces deux impératifs et favorisant la continuité du sentiment légitime d'appartenir à un même projet, de la nécessité initiale d'instaurer la paix sur un continent déchiré à l'exigence de rétablir la puissance européenne pour éviter le risque de chaos international.

À ce titre, il nous faut défendre une Europe des régions. Non concurrente des États-nations tant, dans son fonctionnement, l'Union

européenne peut et doit continuer à s'appuyer sur l'action coopérative des États, dont le pouvoir en matière régaliennne doit être garanti, et de ses provinces et régions. Mais une Europe qui s'appuierait sur ce qu'elle fait de plus concret, pour le bien-être de ses habitants et au plus près de leurs préoccupations, pour légitimer une bataille unificatrice en faveur de sa puissance retrouvée. Puissance dont l'atteinte lui serait utile pour lutter efficacement contre le terrorisme, pour défendre ses intérêts commerciaux et donc ses emplois, pour se battre en faveur de l'écologie et du développement durable et pour apporter une réponse humaine et concertée au drame des réfugiés.

Dans un cadre européen et plus seulement national, il nous faut donc apporter des propositions en matière de décentralisation et de droit à la différenciation. Il nous faut aussi défendre le principe de subsidiarité, qui permet à l'Union européenne de ne mettre en œuvre que ce que les États eux-mêmes ne sauraient conduire et inversement, à l'échelle désormais des collectivités territoriales. Principe qui ne permettra donc plus seulement d'arbitrer entre la capacité d'intervention de l'Union européenne et des États-membres mais entre ceux-ci et les provinces et régions.

C'est pour cette Europe sociale donc, entendu au sens de ce qu'elle a de plus concrète et de plus en prise avec les préoccupations de ses habitants, qu'il faut militer. Cette Europe sociale qui doit faire dialoguer plus officiellement Bruxelles et Rennes voire Quimper, à côté du dialogue classique et essentiel entre Bruxelles et Paris, pour apporter aux instances européennes des éléments concrets sur l'efficacité ou non de leur action quotidienne.

Ce sont ces orientations qu'il nous faut donc défendre, Bretonnes et Bretons, dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau projet socialiste. Avec le lancement récent de la plateforme collaborative, La Ruche socialiste, le Parti socialiste nous en donne l'occasion. À nous de nous en saisir pour que la voix de la Bretagne soit entendue, notamment dans la perspective des prochaines élections européennes.

À nous surtout, dans l'optique de ces mêmes élections européennes, de défendre cette évolution et d'imaginer ainsi les bases d'une Europe populaire contre l'avènement d'une Europe populiste.



La Fête de la Gauche : une rentrée fédérale à ne pas manquer

Un évènement fort

Souhaitée lors du congrès fédéral de Saint Martin des Champs, une rentrée fédérale marquante est programmée pour le mois de Septembre. A la lecture du Cap Finistère ou en échangeant entre camarades, la date du 8 Septembre est probablement déjà connue de tous. De plus, nous avons souhaité faire de cette rentrée un évènement fort pour la gauche en Finistère. C'est la raison pour laquelle cette journée militante est ouverte à tous les citoyens animés par des valeurs de gauche. Associations, partenaires politiques, adh-



rents, citoyens, ... tous sont conviés à participer à cette Fête de la Gauche qui sera également l'occasion de célébrer les 20 ans de socialisme en Finistère.

De l'animation !

Des stands associatifs seront présents sur le site et des ateliers participatifs seront proposés. Des animations rythmeront la journée. Un barbecue suivi d'un moment festif avec des concerts permettront à chacune et à chacun de passer une journée agréable sous un soleil qu'on espère radieux.

Appels aux bénévoles

Une telle journée nécessite de la prépara-

→ **1998** 20 ans de socialisme en Finistère
2018

Stand associatifs
Ateliers participatifs
Animations
Concerts
Barbecue

FÊTE de la GAUCHE

Samedi **8** septembre 2018
à partir de 14h00
LE RELECO-KERHUON

tion mais aussi des bénévoles pour aider et participer à l'organisation et la bonne tenue de cet évènement. Aussi, si tu es disponible pour aider à l'organisation de cette journée (logistique, stands, buvette, service d'ordre, ...) n'hésite pas à revenir vers la fédération.



Olivier FAURE

Le 1er Secrétaire du Parti Socialiste, Olivier Faure, sera présent lors de la "Fête de la Gauche" ce samedi 8 Septembre. Il pourra ainsi participer aux échanges, rencontrer les adhérents de la fédération et tous les participants à ce moment populaire. Nul doute qu'il saura apprécier le dynamisme de notre fédération et l'engagement des socialistes finistériens.

Des ateliers participatifs

Durant la "Fête de la gauche", des ateliers participatifs se tiendront durant l'après midi. Ils seront l'occasion d'échanger, de débattre sur des thèmes divers entre tous les participants. Adhérents socialistes, élus, citoyens finistériens, militants partenaires, ... tous sont conviés à cette journée et seront autant de voix qui feront de ces ateliers des réels moments de débat.

Pour l'heure, les thèmes proposés aux débats seront autour des questions de l'environnement et de l'écologie, la crise des réfugiés, l'Europe, les territoires, la lutte contre les discriminations, ... Ces thèmes seront à définir plus concrètement durant l'été avec les associations et partenaires qui prendront part à cette journée.

Alors, le 8 Septembre, ne venez pas seuls : venez avec vos idées !



Jeux

Un cahier de vacances sans jeux n'est pas un véritable cahier de vacances. Alors, sur la plage, sur un transat, profite de ces quelques jeux "socialistes" !

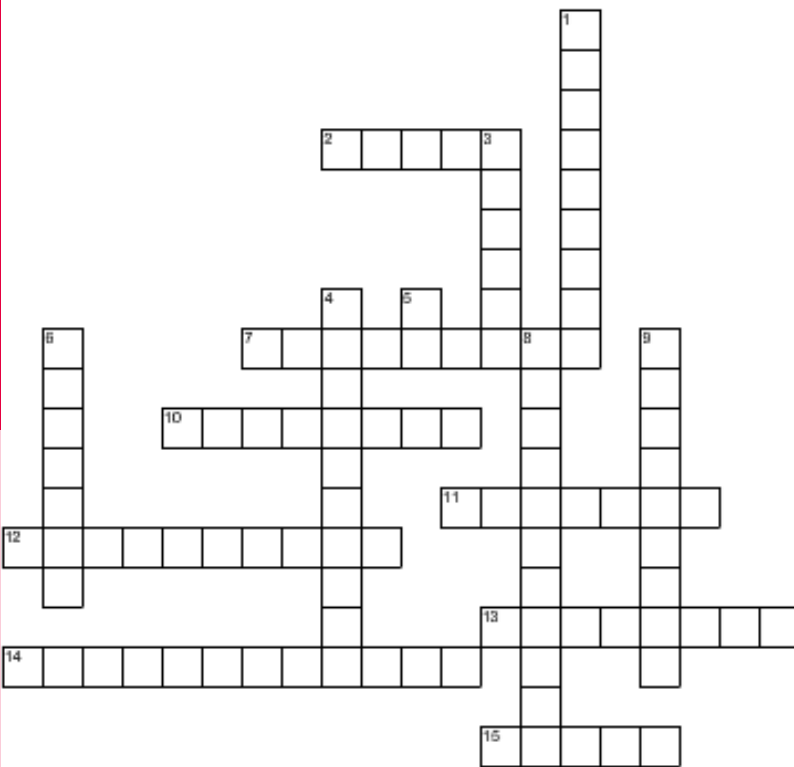


Vertical

1. En faire preuve, c'est redonner de la motivation à toutes et tous
3. Sa devise est « Unis dans la diversité »
4. Nous l'avons en commun et c'est la base de notre action
5. Deux initiales qui font notre fierté
6. Structure de base de notre parti—Là où vit le débat
8. Un des concepts clé du congrès d'Aubervilliers
9. Le PS a dû y vendre son siège et s'installera à présent à Ivry

Horizontal

2. Même socialiste, c'est un endroit où l'on peut butiner
7. Là où tout commence, en haut à gauche !
10. Le bilan de son quinquennat sera fait par les socialistes au 2nd semestre
11. Sa cathédrale, ses rivières, son siège de la fédération du PS
12. « Théorie visant à transformer l'organisation sociale dans un but de justice » (Larousse)
13. En prendre, c'est s'accorder un peu de répit
14. Après le temps de l'installation, vient le temps de l'.....
15. L'animer c'est avant tout y participer



Charade

Mon **premier** est une portion.

Lorsque l'on fait mon **deuxième**, on croise des fils pour en faire une étoffe.

Les chiens aiment ronger mon **troisième**.

Mon **quatrième** dit « oui » en allemand.

Mon **cinquième** est une fleur royale.

Mon **sixième** est un pronom personnel complément d'objet à la 2ème personne du singulier

Mon **tout** : est le nom du 1er parti finistérien

Rébus

Indice : Lieu de participation au projet des socialistes



t'



**FACE AU PRÉSIDENT DES RICHES,
UN PARTI POUR TOUS LES AUTRES !**



Une campagne nationale d'affichage et de diffusion de tract démarre à compter de cet été. Voici le document qui contient, pour la 1ère fois, des éléments nationaux (mot d'Olivier Faure) mais également des éléments fédéraux. Cette démarche du Parti Socialiste s'inscrit dans la volonté de donner de la cohérence dans la communication du parti avec des éléments concrets qui touchent les lecteurs : ici, la touche finistérienne fait de ce tract un document cohérent avec l'action des socialistes finistériens.

Ce document est disponible dans les locaux de Quimper et Brest pour toutes vos actions de terrain : n'hésitez pas à venir en chercher (contact auprès de la fédération, de ton secrétaire de section ou d'un secrétaire fédéral).

Bonnes actions militantes !

Campagne nationale

Tract national et fédéral pour co-construire le projet socialiste



« Emmanuel Macron avait fait la promesse d'un « nouveau monde ». C'est en fait une nouvelle droite qui gouverne notre pays.

Depuis un an, la balance ne penche que dans un sens : celui des plus riches. Pour les locataires, c'est la baisse des APL, pour les retraités, l'augmentation de la CSG, pour les malades, la hausse du forfait hospitalier, pour tous, la hausse des taxes indirectes. Les aides sociales sont menacées. En revanche pour les grandes fortunes c'est une avalanche de cadeaux. Abrogation de l'ISF, baisse de l'impôt sur les dividendes et même, amnistie des exilés fiscaux avec la fin de l'exit tax !

Face à un gouvernement dont la politique aggrave les inégalités entre les Français.e.s, il est vital de rebâtir ensemble une alternative crédible et responsable.

La renaissance de la gauche doit passer par une nouvelle méthode pour proposer un projet de société vraiment de gauche et vraiment réaliste. Nous vous proposons de l'écrire avec nous, en déposant vos idées et vos propositions sur la plateforme collaborative laruchesocialiste.fr.

Construisons ensemble le parti des solutions, qui s'oppose et qui propose, parce que face au Président des riches, il faut un parti pour tous les autres ! »

OLIVIER FAURE
PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE

CONSTRUISONS ENSEMBLE LE PROJET SOCIALISTE



PROPOSEZ
des thématiques
qui vous
intéressent



DÉPOSEZ
vos
contributions



VOTEZ
pour les meilleures
propositions



www.laruchesocialiste.fr

Des chantiers de réflexion **tirés du quotidien des Français.e.s**

Des débats accessibles à tous ceux qui souhaitent **réinventer la gauche**

Des propositions qui composeront le projet que nous défendrons **demain !**

« LE MOT DE VOTRE FÉDÉRATION »

LE SOCIALISME FINISTÉRIEN EN OPPOSITION AU MACRONISME

En 2017, 164 095 finistériens votaient pour le candidat Macron au 1er tour de l'élection présidentielle. En 2018, les 900 000 finistériens subissent déjà les conséquences de la politique du gouvernement avec notamment :

- la suppression de 2000 emplois aidés en Finistère est une atteinte à l'emploi des finistériens,
- les baisses des dotations pour la moitié des communes fragilisent les collectivités comme Lampaul-Guimillau qui voit sa dotation baisser de 21% en 2018,

• la suppression de la taxe d'habitation, mesure populiste qui crée le risque d'une baisse des services publics demain. 80% de la taxe d'habitation pour Brest c'est 24 millions d'euros, soit l'intégralité du budget du Sport et de la Culture.

Pourtant en 2018, l'action de la gauche, grâce à la loi de décentralisation de 2015, a permis à la région Bretagne d'entrer au capital de Doux pour la maintenir à flot et **sauver de nombreux emplois**.

Parce que nous, socialistes finistériens, 1^{re} force politique du département, nous sommes toujours inscrits dans une démarche de progrès pour notre territoire et ses habitants, nous sommes en opposition à la politique du gouvernement. Nous vous invitons à participer, via cette plateforme, à la construction du projet socialiste de demain !



www.parti-socialiste.fr



Parti socialiste | Fédération du Finistère - 29

Tel : 02 98 53 20 22

fede29@parti-socialiste.fr / <http://www.ps29.bzh>

[f /PS.Finistere](https://www.facebook.com/PS.Finistere) [@fede_PS29](https://twitter.com/fede_PS29)

Bonnes vacances en Finistère ! (ou ailleurs)

Continuez de nous suivre sur



ps29.bzh



[/PS.Finistere](https://www.facebook.com/PS.Finistere)



[@fede_PS29](https://twitter.com/fede_PS29)